

# Citoyen du monde à Montrouge

numéro 46 Septembre 2007

## Reconstruire la gauche socialiste

### Le Parti socialiste est complètement déboussolé.

Une partie de ses dirigeants a rejoint le gouvernement le plus réactionnaire que la France ait connu depuis Pétain. D'autres participent à la confusion en acceptant des missions officielles. D'autres envisagent des alliances avec un « Centre » introuvable (car inexistant). D'autres se disent prêts à abandonner la référence au socialisme (et donc la promesse d'émancipation qu'il représente), au profit d'un terme (« la gauche »), certes ouvert à d'autres composantes, mais qui ne porte pas en lui-même d'autre contenu que la promesse d'une alternance (comme s'il ne s'agissait que d'un changement d'équipe).

Au pouvoir, le PS a parfois, au nom d'une soi-disant « culture de gouvernement », montré plein de zèle à enfiler les habits et les thèmes de la droite, qu'il s'agisse de privatisations, de baisses d'impôts ou d'immigration.

La majorité du Parti socialiste semble s'être ralliée au néo-libéralisme économique, et ne prétend plus qu'à en panser les plaies. Rien ne la distingue alors fondamentalement, sinon une subtile question de dosage (une pincée supplémentaire de social...), de la droite. Du coup, les électeurs s'y perdent.

A l'intérieur du parti socialiste, différents leaders tentent d'entretenir une contestation du capitalisme et du néo-libéralisme. Sans parvenir à (re)conquérir la majorité. L'épisode du rejet du traité constitutionnel, qui avait mis en évidence le déphasage de la majorité du PS avec « le peuple de gauche », aurait pu servir de révélateur et pousser à une réorientation, il n'en a rien été.

D'autres forces de gauche ont des analyses justes, mais se trouvent trop isolées ou dispersées pour peser véritablement. Une partie de la gauche se cantonne dans une dénonciation verbale, sans véritable intention de conquérir le pouvoir. D'autres axent leur identité autour de la question écologique. Mais celle-ci est (au moins verbalement) reprise par (presque) toutes les formations politiques. Et elle ne suffit pas, de toute façon, pour structurer le débat politique.

Le néo-libéralisme devient ainsi la pensée dominante. Il instaure un cercle vicieux : selon le mécanisme bien analysé par Jacques Généreux (« La Dissociété »), une fois intériorisé le caractère soi-disant inéluctable de la compétition solitaire et généralisée, chacun cherche à s'adapter à une société inhumaine plutôt qu'à la combattre. « Convaincus de vivre désormais et à jamais en plein champ de bataille, les individus se comportent en guerriers et non plus en citoyens ; au lieu de faire société, ils engendrent dès lors un monde hostile dans lequel il est toujours plus rationnel de se comporter en guerrier ».

Le néolibéralisme, pourtant, nous conduit à une impasse. Epuisement des ressources naturelles, changement climatique, aggravation des inégalités entre les peuples et au sein de chaque pays... « Seules d'authentiques sociétés, soudées par la solidarité et le primat du bien commun sur la performance individuelle, seront en mesure d'atteindre le niveau inédit de coopération et de cohésion qui sera indispensable, tant au sein des nations qu'entre les nations, pour affronter les grands défis du XXIème siècle », nous dit encore Jacques Généreux.

**Le socialisme est le système de pensée dont notre époque a besoin**, dont le monde a besoin, dont la France a besoin.

Il lui faut réaffirmer haut et fort ses **valeurs** : solidarité, justice, égalité, fraternité, épanouissement personnel, ...

Il lui faut aussi approfondir sa **réflexion**.

Sur la **mondialisation**. La nécessaire régulation du commerce et de la finance internationale ne peut se faire en dressant les pays les uns contre les autres. L'immensité des besoins élémentaires qui restent à couvrir d'un côté, et le gaspillage frénétique des ressources de l'autre, exigent la mise en œuvre urgente de nouvelles formes de coopération économique et politique internationale, fondées notamment sur l'égalité des droits d'accès aux ressources et aux biens communs.

Sur l'**environnement**. Il faut faire le lien entre le social et l'écologie. Le néolibéralisme pousse les uns à une consommation ostentatoire, et condamne les autres à la frustration. Ce sont les plus défavorisés qui auront le plus à souffrir de la crise écologique. L'inéluctable adaptation des transports, du logement, de l'agriculture, aux contraintes écologiques devra conduire à la création de nombreux emplois, cependant que devra se poursuivre la réduction du temps de travail.

L'émiettement actuel est suicidaire quand le mode de scrutin (à l'élection présidentielle comme aux élections législatives) exige le regroupement des forces. C'est sur la base de valeurs réaffirmées et d'une réflexion ainsi renouvelée que la gauche socialiste retrouvera son unité. Et pourra redevenir une force d'entraînement. Imaginer un avenir qui donne envie : **dans une société pacifiée, plus de solidarité, plus de convivialité, plus de temps libre.**

## Bonnes nouvelles

**Décroissance : c'est commencé.** Pour la première fois depuis 1974, les Français ont moins utilisé leur voiture en 2005 et 2006 (-1,4% en 2005 par rapport à 2004, - 2 % en 2006) . La hausse du prix des carburants ainsi que l'amélioration de l'offre de transports en commun expliquent cette évolution. Les transports en commun progressent chaque année de 5 à 6 %. Mais la voiture représente encore 83 % des déplacements. (*Le Monde, 19 septembre*).

**Réduire la vitesse pour les poids lourds. Développer le fret ferroviaire.** Pour contribuer au Grenelle de l'Environnement, la fédération nationale des transporteurs routiers a proposé de réduire de 10km/h la vitesse maximale autorisée pour les poids lourds. Plusieurs ONG estiment que la réduction de vitesse maximale devrait être appliquée à tous les véhicules, et permettrait de réduire de 1% les émissions françaises. (*Le Monde, 5 septembre*).

En outre, fait sans précédent : le 10 septembre, dans l'atelier « Transports » du « Grenelle de l'environnement », les représentants des associations environnementales et des syndicats ont décidé de faire front commun pour que le fret ferroviaire soit placé au centre d'une politique durable des transports. Conséquemment, ils s'opposent publiquement et officiellement, dans le cadre du « Grenelle », au projet de réduire fortement l'outil de production du transport ferroviaire de marchandises et notamment à la fermeture, envisagée par la SNCF, de 262 gares au trafic de fret par wagons.

*Il y a fort à faire : la part du fret ferroviaire est aujourd'hui réduite à 8 % pour la France et à 7% pour l'Union européenne (à comparer à 40 % aux Etats-Unis) ! Le réseau autoroutier français est majoritairement utilisé (à 70 %) par des camions venant d'Espagne, d'Allemagne, d'Italie et de Belgique pour le transport international de marchandises(Politis, 26 juillet).*

**L'auto japonaise dédommage des victimes de la pollution.** Première mondiale : sept constructeurs automobiles japonais ont accepté de verser des indemnités à 520 habitants de Tokyo souffrant de problèmes respiratoires. (*Le Monde, 14 août*).

**Un revers pour Monsanto, productrice d'OGM.** La protection intellectuelle invoquée par l'industriel dans des procès contre des agriculteurs est réexaminée par l'Office américain des brevets. Ces procès faisaient partie d'une campagne visant à décourager la pratique des « semences de ferme » consistant à consacrer une partie de la récolte à la production de semences, pour l'année suivante. (*Le Monde, 2 août*).

**Succès de l'Université d'été d'ATTAC.** 800 participants. ATTAC a un rôle à jouer face à la gauche divisée : «C'est hors du champ des partis politiques que va se jouer la reconstruction des valeurs de gauche. Les partis de gauche doivent s'en convaincre et développer plus de liens avec les mondes associatif et syndical. Attac est un lieu de convergence et peut redevenir un espace important de construction d'un front commun », estime Aurélie Trouvé, coprésidente (avec l'économiste Jean-Marie Harribey). Attac a annoncé des campagnes autour de trois axes : l'urgence écologique liée à la question sociale ; la solidarité face aux inégalités ; l'autre Europe que nous voulons, écologique, solidaire et démocratique. (*Politis, 30 août*).

## Réchauffement climatique

**La canicule** en Europe centrale et du sud (44° à Bucarest) fait des centaines de morts et provoque de nombreux incendies. Dans le même temps, de vastes étendues en Grande Bretagne sont touchées par des inondations. Le grenier de la Turquie se transforme en désert : au centre de l'Anatolie, sécheresse et mauvaise gestion des ressources en eau menacent l'agriculture. Le chikungunya fait son apparition en Italie et dans le Var. En Asie du Sud-est, les inondations ont fait depuis juin près de 1900 morts, 28 millions de personnes déplacées, dont plusieurs millions sont privées de nourriture et d'eau potable. (*Le Monde, 4, 26 juillet, 9 août*).

**Déforestation.** Selon la FAO, le Cambodge aurait perdu 30% de sa forêt primaire entre 2000 et 2005. L'ONG Global Witness dénonce l'exploitation de la rente forestière par les réseaux affairistes entourant le premier ministre, Hun Sen. Selon Greenpeace, la Chine est le plus gros exportateur du monde de merbau, un bois précieux en voie de disparition, qui ne se trouve plus aujourd'hui que dans l'île de Nouvelle-Guinée. L'Indonésie perd chaque année l'équivalent de la surface de la Belgique en forêt tropicale, essentiellement de façon illégale, et pour la majeure partie au profit de la menuiserie industrielle chinoise. (*Le Monde, 4 septembre*).

**Kyoto, et après-Kyoto.** Par le protocole de Kyoto, 35 pays industrialisés se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5% entre 2005 et 2012. Rappelons que les Etats-Unis ont refusé de le signer. Le Canada, qui l'a signé, refuse désormais de respecter ses engagements : selon le nouveau plan qu'il a publié, le dépassement à la cible (2012) sera de plus de 34 %. Le Japon, pourtant de plus en plus préoccupé par la pollution causée par les transports, a reconnu qu'il ne pourrait pas respecter ses engagements relatifs au protocole de Kyoto. (*Le Monde, 17, 25 août*).

Et maintenant, il s'agit de préparer l'après-2012. Un premier round de négociations se tiendra dans le cadre des Nations-Unies, à Bali du 3 au 14 décembre. A Vienne, 158 pays ont confronté leurs positions respectives. La France et l'Union européenne proposent de réduire de 50% les émissions mondiales de carbone d'ici à 2050, et de fixer, pour les pays industriels, Etats-Unis inclus, des objectifs de réduction de 75 %. Parmi les débats soulevés à Vienne, figurent la question de la contribution de pays comme la Chine, le Brésil ou le Mexique, et celle des transferts technologiques. (*Le Monde, 1<sup>er</sup> septembre*).

**Chine.** On achète en Chine une voiture toutes les cinq secondes. La Chine est devenue le troisième producteur mondial de voitures (près de 4,5 millions pendant la première moitié de cette année) et le deuxième acheteur d'automobiles neuves. Cependant, de premières voix se font entendre pour mettre en garde la population : « j'appelle tous ceux ici présents à ne plus acheter de voitures », a déclaré le maire de Shenzhen, qui a souligné « 70 % de la pollution urbaine est ici causée par les émissions de gaz d'échappement ». (*Le Monde, 19 juillet*).

**Inde.** L'Inde va devenir le centre asiatique de production des voitures à bas coût. L'Inde a produit 1,3 million de véhicules à 4 roues lors de l'année fiscale 2005-2006, elle devrait atteindre 3 millions de véhicules en 2015. (*Le Monde, 1<sup>er</sup> août*). *Voilà qui ne va pas dans le sens d'une diminution des émissions de gaz à effet de serre, ni de la consommation de pétrole !...*

**Arctique.** La banquise fond très rapidement. Du coup, malgré tous les risques de pollution catastrophique, les apprentis-sorciers se prennent à rêver des routes maritimes qui peuvent s'ouvrir, des réserves d'hydrocarbure qui reposent sous les fonds marins : début de guerre froide sur la banquise ! Ne serait-il pas plus sage de s'inspirer de ce qui a été fait pour l'Antarctique : un traité (dès 1961, en pleine guerre froide) énonçant que « seules les activités pacifiques y sont autorisées », prolongé en 1991 par le protocole de Madrid, qui interdit l'exploitation des ressources pour une durée de cinquante ans ? (*Le Monde diplomatique, septembre 2007*).

## Fin du pétrole

Nouveau record pour le prix du pétrole : **82 \$ le baril** ! (19 septembre).

### Une fausse alternative, aux conséquences tragiques : les agrocarburants (parfois faussement appelés « biocarburants »)

« L'expansion fulgurante des agrocarburants est une tragédie planétaire. Elle conduit en premier lieu à la stérilisation de millions d'hectares de terres agricoles et à l'aggravation tragique de la faim. Pour faire rouler des bagnoles.

Savez-vous que le quart du maïs américain sert déjà à fabriquer du carburant automobile ?

Une telle révolution a des effets en chaîne sur toutes les céréales et plantes alimentaires, dont le cours explose.

Elle conduit également à la destruction de ce qui reste de forêts tropicales.

En Indonésie, le palmier à huile menace tout à la fois l'homme, l'orang-outan et l'éléphant d'Asie, ridiculisant tous les grands discours sur la biodiversité.

En Afrique, le bassin du Congo est attaqué.

Au Brésil et en Amérique latine, on plante de la canne à sucre ou du soja partout.

Pour remplir les réservoirs au détriment de la forêt et du cerrado, pourtant des écosystèmes uniques.

Les biocarburants sont des armes de guerre et de mort.

Qui les soutient ?

L'agriculture industrielle, les transnationales et tous ceux qui leur sont soumis, dont nombre de journaliste hélas.

En France, je décris un système complexe dont l'un des centres n'est autre que le ministère de l'Écologie de M. Borloo, à travers l'Ademe et un organisme méconnu, Agrice.

À quelques semaines du " Grenelle de l'Environnement ", cela mérite d'être discuté.

Mais je n'oublie pas tous les autres, y compris certains "écologistes" fort mal inspirés.

Car les biocarburants, comme je le montre, et malgré de rares études manipulées par lobby, ont un bilan écologique désastreux, qui aggravera l'effet de serre, quoi qu'en dise la propagande. Et en France, leur développement signe la fin de la jachère, refuge de la faune banale, des oiseaux et petits mammifères.

Au fait, savez-vous qu'une usine du Havre transformera dès 2008 des animaux en biocarburants ? Et qu'on tente de faire pousser, par génie génétique, des arbres mous, permettant d'extraire leur cellulose, matière première des biocarburants ? »

*Fabrice Nicolino, 1er septembre 2007, journaliste à Terre Sauvage et à La Croix, après avoir travaillé pour Politis, Géo, Le Canard Enchaîné, Télérama.*

L'OCDE recommande que les gouvernements cessent de promouvoir les agrocarburants à coup de subventions. Et [ *c'est plus discutable, JPA* ] que l'Organisation mondiale du commerce réduise les droits de douane sur les agrocarburants, afin de permettre aux pays en développement de tirer parti de conditions climatiques plus favorables à leur production. (*Le Monde, 12 septembre*).

## Justice et mémoire

**Khmer rouge.** Pour la première fois, un chef Khmer rouge a été inculpé de crime contre l'humanité. Kang Kek Ieu, alias « Douch », avait dirigé le centre de Tuol Sleng, où avaient été détenus, torturés puis exécutés quelque 16 000 hommes, femmes et enfants. Le tribunal spécial Khmer rouge résulte d'un compromis entre le gouvernement et les Nations unies. L'inculpation de « Douch » devrait être suivie d'autres chefs, Nuon Chea (*arrêté le 19 septembre*), Ieng Sary, Khieu Sampan et Meas Muth. Le grand inspirateur du régime khmer rouge, Pol Pot, est décédé en 1998. (*Le Monde, 2 août*).

## Monde

**Tyrannie.** « Dans ce monde, il existe des institutions tyranniques, ce sont les grandes entreprises. C'est ce qu'il y a de plus proche des institutions totalitaires. Elles n'ont, pour ainsi dire, aucun compte à rendre au public, à la société ; elles agissent à la manière de prédateurs dont d'autres entreprises seraient les proies. Pour s'en défendre, les populations ne disposent que d'un seul instrument, l'Etat. Or, ce n'est pas un bouclier très efficace, car il est, en général, étroitement lié aux prédateurs. A une différence, non négligeable, près : alors que General Electric n'a aucun compte à rendre, l'Etat doit parfois s'expliquer auprès de la population (...).

La première chose que Lénine et Trotski ont détruit, sitôt après la révolution d'Octobre, ce sont les soviets, les conseils ouvriers et toutes les institutions démocratiques. Lénine et Trotski ont été à cet égard les pires ennemis du socialisme au XXème siècle. En tant que marxistes orthodoxes, ils ont estimé qu'une société retardataire comme la Russie de leur époque ne pouvait pas passer directement au socialisme avant d'être précipitée de force dans l'industrialisation (...).

Toutefois, les deux principaux systèmes de propagande se sont accordés pour dire que le système tyrannique institué par Lénine et Trotski, puis transformé en monstruosité politique par Staline, était le « socialisme ». Les dirigeants occidentaux ne pouvaient qu'être enchantés par cet usage absurde et scandaleux du terme, qui leur a permis pendant des décennies de diffamer le socialisme authentique. Avec un enthousiasme identique, mais de sens contraire, le système de propagande soviétique a tenté d'exploiter à son profit la sympathie et l'engagement que suscitaient pour beaucoup de travailleurs les idéaux socialistes authentiques ». (*Noam Chomsky, « le lavage de cerveaux en liberté », Le Monde diplomatique, août*).

**Crise financière.** La crise financière qui secoue les Bourses du monde entier a été enclenchée par la faillite aux Etats-Unis d'un marché de l'immobilier gorgé de crédits distribués sans discernement : pour le seul segment des prêts les plus risqués, dits « subprime », les créances hypothécaires en circulation atteindraient 1 300 milliards de dollars ; de un à trois millions d'Américains pourraient devoir vendre leur habitation. Jusqu'où ira la crise ? (*à lire : « quand la finance prend le monde en otage », Frédéric Lordon, Le Monde diplomatique, septembre*).

**Fonds Monétaire International.** Créé en 1945 pour prévenir les crises économiques qui avaient contribué à la grande dépression des années 1930 et provoqué la seconde guerre mondiale, le FMI est aujourd'hui confronté à trois problèmes existentiels :

- sa raison d'être (prêter de l'argent aux pays pauvres et endetté) a disparu (de nombreux pays « émergents » disposent aujourd'hui d'importantes réserves financières ; lorsqu'un pays est dans le besoin, il fait plutôt appel à la Chine, au Venezuela ou à l'Arabie Saoudite) ;

- ses méthodes de plus en plus contestées (imposer une politique libérale, privatisant tout ce qui pouvait l'être – ce qui a débouché sur la crise financière qu'a vécu l'Asie en 1997) ;

- sa gouvernance (pouvoir détenu par les Européens, les Etats-Unis gardant la haute main sur la Banque mondiale ; ce qui pouvait se concevoir en 1945, quand l'Occident était le banquier de la planète) n'est plus légitime (la Belgique pèse plus que l'Inde, et les Pays-Bas, deux fois plus que le Brésil). M. Strauss-Kahn sera certainement le dernier Européen à devenir directeur du FMI dans un avenir prévisible.

Toute la gouvernance des institutions internationales est à repenser. Et si les critères de représentativité décidés il y a soixante ans sont dépassés, l'égalitarisme n'est pas la panacée (l'impassé où se trouve l'Organisation Mondiale du Commerce, où règne le système un pays/une voix, le prouve). (*Frédéric Lemaître, Le Monde, 9-10 septembre*).

**Chine.** 5 millions de diplômés sont sortis de l'Université cet été, soit 20% de plus que l'an dernier et cinq fois plus qu'en 1998. Malgré la forte croissance économique, plus du tiers risquent de ne pas trouver d'emploi. Quasiment gratuites il y a dix ans, les universités coûtent rarement moins de 400 € par an pour les seuls frais d'inscription, et du double au quintuple pour les nouveaux instituts quasi privés aux pratiques commerciales peu scrupuleuses dont les familles font les frais. « Il faut deux ans d'expérience, sinon on ne gagne pas plus de 150 € par mois », dit une jeune diplômée ayant travaillé à Shanghai. (*Le Monde, 3 août*).

## Europe

**Allemagne.** « La Gauche » d'Oskar Lafontaine accueille les déçus du SPD et des Verts. Salaire minimum renvoyé à une date inconnue, privatisation de la Deutsche Bahn, retraite à 67 ans : sur tous ces sujets, le SPD, au pouvoir depuis neuf ans, est accusé de trahir ses idéaux. Irrémédiablement, le nombre de ses membres décline. (*Le Monde, 16 août*).

## France

**Novlangue. Assistanat.** Etre contre. Autrefois, on croyait que les gens avaient des droits. On parlait de solidarité. C'est fini. Maintenant, ceux qui reçoivent une allocation sans contrepartie, les bébés, par exemple, les malades, les chômeurs indemnisés, ..., sont des *assistés*. Honte à eux ! On ne doit plus dire « propagande », et encoure moins « bourrage de crâne ». On doit dire désormais **Communication**.

**Moderne.** Mot creux passe-partout, sans signification, mais qui a l'avantage de discréditer comme « ringards » ceux qui ne partagent pas les mêmes idées.

**Somptueux cadeaux pour les très riches.** Le « bouclier fiscal » abaisse de 60 % à 50 % le montant maximum d'impôts directs (en y incluant la CSG et la CRDS) auquel est assujéti un contribuable. Un peu plus de 1000 contribuables disposant d'un patrimoine supérieur à 15,5 millions d'euros devraient bénéficier, grâce à ce dispositif, d'une « restitution » globale de 272 millions d'euros, soit une moyenne de **plus de 250 000 € par foyer** [merci pour eux !]. Le montant de l'impôt sur la fortune est revu également à la baisse. Les droits de succession sont quasiment supprimés. Par ailleurs, un dispositif d'exonération fiscale et sociale sur les heures supplémentaires permettra aux employeurs de recourir, en cas de besoin, au volume d'heures supplémentaires qui leur semblera nécessaire, sans majoration du coût du travail.

**Ainsi, sans le dire ouvertement, le gouvernement vient de vider de leur substance l'impôt de solidarité sur la fortune, et les 35 heures.**

Ces mesures coûteront 13,6 milliards d'euros en année pleine. (*Le Monde, 15-16 juillet*). *Qui paiera, en fin de compte ? Les pauvres, bien sûr !*

**Ecole.** 11 200 suppressions de postes dans l'éducation nationale, inscrites au budget 2008. Comment fera-t-on ? C'est tout simple : y aura qu'à diminuer les heures de cours ... (*Le Monde, 5 septembre*). « Ces 11 000 postes qui disparaissent du budget 2008, c'est un choix de société. Un monde à l'endroit devrait faire un pont d'or à nos profs, les porter aux nues, comme fit jadis la République. Il devrait rendre possible la modulation des effectifs selon les lieux, et faire de l'école un puissant correctif social. Mais c'est peu de dire que notre monde est à l'envers ». (*Denis Sieffert, Politis, 30 août*).

**Libération des infirmières bulgares détenues en Lybie.** Pas de contrepartie française, assure Bernard Kouchner, soi-disant « ministre » des affaires étrangères [de toute façon, c'est Sarkozy qui décide de tout]. Mais quelques « coïncidences ». Un important contrat d'armement avec la France (missiles antichar, mise en place d'une manufacture d'armes) [bonne nouvelle pour les fabricants d'armes en France ; nul doute que le preneur d'otages et le tortionnaire Kadhaft en fera le meilleur usage] ; libération en vue pour un agent lybien condamné à la prison à vie au Royaume-Uni de Grande Bretagne pour son rôle dans l'attentat de Lockerbie en 1988; coopération dans toutes les applications du nucléaire civil [et tant pis pour les risques de prolifération ; Areva envisage la construction d'un réacteur nucléaire, et la recherche de gisements d'uranium] . (*Le Monde, 28 juillet, 2 août*).

**Un électeur satisfait.** M. Le Pen juge positivement les premières semaines de Nicolas Sarkozy. (*Le Monde, 9 août*).

## Gauche.

Selon Rémi Lefevre, professeur de sciences politiques à l'Université de Reims, « le PS ne s'est pas renouvelé et n'a pas « refondé » ses liens avec la société. Il se révèle incapable de mettre en mouvement la société. L'apport des « nouveaux adhérents », quelques mois avant les élections, est fragile et affaiblit à bien des égards l'organisation en favorisant un militantisme « au rabais ». Le PS apparaît fermé, bloqué, dominé par une oligarchie attachée à son pouvoir et aux profits qu'elle en tire, peu ouverte sur son environnement social, de plus en plus imperméable aux groupes qu'elle est censée représenter et repliée sur des luttes dont la dimension idéologique apparaît secondaire ou artificielle. »

Jean-Pierre Chevènement appelle à la tenue rapide d'« **assises de toute la gauche** ». Il souhaite ensuite un congrès de « refondation sur des bases républicaines » et la création d'une « organisation unique de toute la gauche ». (*Le Monde, 11 septembre*).

**Décoiffant, cet article de Jean Bricmont** (*Le Monde diplomatique, août 2007*) : « **An 01 de la gauche, on arrête tout, on réfléchit** ». Extraits.

« Dans la mesure où la gauche ne fait que plaider pour une politique de droite modérée, elle n'a aucune chance de l'emporter. Pour changer cela, il faut commencer par **revenir à ce qui est à la racine du conflit entre la droite et la gauche**, la question fondamentale du **contrôle de l'économie** ».

« Si les moyens de production et, comme cela s'est produit au XXe siècle, les moyens d'information sont entre les mains de quelques-uns, ceux-ci possèdent alors un pouvoir énorme sur le reste de la population, qui n'est pas très différent du pouvoir de la féodalité ».

« Que la perspective du socialisme ait pratiquement disparu du discours politique change malheureusement beaucoup de choses dans les luttes concrètes : il y a une grande différence entre protester contre les « abus » d'un pouvoir dont accepte la légitimité et lutter, pour des objectifs « à court terme », contre un pouvoir patronal considéré comme fondamentalement illégitime. C'est toute la différence qui a existé dans le passé entre la réforme de l'esclavage et son abolition, entre la monarchie éclairée et la république, entre la gestion des colonies par des collaborateurs autochtones et l'indépendance nationale ».

« Que seraient nos sociétés sans un flux constant de matières premières, de travail bon marché, sous forme d'immigration ou d'importations venant de pays à bas salaires, sans une fuite des cerveaux du Sud vers le Nord ? » « Si le socialisme ne s'est pas réalisé au XXe siècle, c'est en grande partie parce que les pays où le capitalisme avait engendré un certain développement culturel et économique, où existaient des éléments de démocratie et où, par conséquent, le dépassement du capitalisme était à la fois possible et nécessaire, étaient aussi les pays dominateurs dans le système impérialiste ».

« C'est pourquoi **la transformation majeure du XXe siècle a été la décolonisation** ».

« On peut s'attendre à une aggravation du conflit entre ceux qui, grâce à leur contrôle sur le capital, ont la possibilité d'exploiter la force de travail en Asie et qui sont les « gagnants » de la mondialisation, et l'immense majorité de la population occidentale qui n'a pas cette possibilité. Vivant ici, elle est obligée de vendre sa force de travail à un prix qui n'est plus compétitif sur le marché mondial. Ce qui implique plus d'« exclusions », une crise croissante de l'Etat-providence, mais aussi un retour, sous une forme très nouvelle, de la lutte des classes ».

« **Le problème principal de notre temps, en Europe, est de nous adapter à notre déclin**, non pas celui, imaginaire, par rapport aux Etats-Unis, mais à celui, bien réel, par rapport aux pays du Sud (...) La gauche « radicale » ignore en général la question du déclin et défend en fait, au-delà de sa rhétorique, une politique sociale-démocrate et keynésienne classique, que la mondialisation a rendue difficilement applicable ».

**Partant d'une réflexion sur la santé** (« on ne peut faire face aux épidémies modernes avec les logiques classiques purement curatives »), **André Cicoella** (responsable de la Commission santé des Verts, élargit son propos : « c'est notre mode de développement qui est en cause, c'est le productivisme, cette vision à laquelle une partie importante de la gauche reste attachée, considérant comme marginales les préoccupations écologiques. **C'est l'écologie**, au contraire, **qui permet de rénover la pensée de la gauche**. Si la gauche n'effectue pas cette mutation, elle laisse le champ libre à ceux qui considèrent que l'écologie n'est ni de droite, ni de gauche. Avenir de la sécu et Grenelle de l'Environnement, les deux

événements de la rentrée ne sont pas à dissocier. Et seule une gauche rénovée autour des valeurs de l'écologie peut faire le lien et opposer un projet cohérent à la droite ».

## Hauts-de-Seine

**Des maires indignés écrivent à Brice Hortefeux, ministre de l'immigration :** « Vous rappelez actuellement à l'ordre des Préfets des départements dont « les résultats doivent être améliorés en termes de reconduites à la frontière ». Certains Préfets ont d'ores et déjà écrit aux Maires pour les « mettre en garde » contre toutes les initiatives de solidarité avec les sans papiers, comme les parrainages, qu'ils pourraient soutenir sur le territoire de leur commune. Nous, Maires de Bagneux, Chaville, Clamart, Clichy-la-Garenne, Gennevilliers, Fontenay-aux-Roses, Nanterre, Malakoff, rappelons que nous menons des actes citoyens pour protéger les habitants qui vivent, travaillent, étudient dans nos communes. **Nous sommes les Maires de tous, quelles que soient la nationalité ou l'origine, et notre rôle est d'aider chacun à trouver sa place au sein de notre société commune : le pays des droits de l'Homme.** Nous sommes indignés qu'un Ministre enjoigne aux Préfets de menacer les Maires de poursuites judiciaires pour les initiatives prises en faveur de la reconnaissance de chacun. Cela rappelle trop des méthodes employées en d'autres temps à l'égard des Maires et des Préfets. Votre **vision obsessionnelle du chiffre en matière de politique d'immigration** est d'autant plus condamnable que ce sont des êtres humains qui sont en jeu, alors même que vous n'éprouvez pas la même exigence vis à vis d'objectifs chiffrés fixés par la loi – pensons à la loi SRU – pour permettre le droit au logement ! Nous appelons tous les élus locaux à réagir avec détermination face à cette tentative de mise au pas et à nous rejoindre dans l'affirmation des libertés et des valeurs démocratiques de notre République. »

## Montrouge

La dynamique association montrougeenne **Particip'actif** s'est livrée à une analyse sans concession du **Plan Local d'Urbanisme** en cours d'élaboration par la municipalité. Extraits.

« Montrouge a subi une **transformation accélérée** – plus de 10% d'augmentation de la population entre 1999 et 2005 avec un renouvellement de plus de 30% des habitants; une multitude de permis de démolir et de construire accordés aux promoteurs ainsi que 5 ZAC. Une transformation **subie et non choisie par la plupart des habitants**, qui a eu pour conséquence d'altérer le caractère des quartiers de Montrouge et le cadre de vie qui faisait l'attachement de nombreux Montrougiens à leur ville. Cette évolution est caractérisée également par :

- l'**absence de considération du patrimoine architectural de la ville**, comme le vérifie encore le projet en gestation qui vise la transformation de l'ex-Centre administratif
- une menace sur l'identité des quartiers avec une **uniformisation du paysage urbain** sous la forme d'un front continu de blocs d'immeubles standardisés
- une **insuffisance des équipements publics** (en particulier pour l'enfance) ; des projets annoncés dans le programme électoral 2001 (gymnase du quartier Est) ou inscrits dans l'aménagement des ZAC (maternelle ZAC Portes de Montrouge) ne sont pas réalisés, tandis que d'autres équipements sont immobilisés depuis plusieurs années pour rénovation (piscine)
- la forte hausse du foncier et des loyers qui rend difficile pour les Montrougiens à revenu modeste et les jeunes de trouver à se loger, alors que **la part du logement social est descendue au niveau du minimum légal de 20%**.
- le **déficit de considération environnementale**.

Même s'il fait toujours bon vivre à Montrouge, cette évolution est inquiétante. Certes, une ville doit bouger, mais ce processus de changement doit être maîtrisé pour le bien de tous.

Il est évident pour nous également que **la concertation est déficiente**. Les principales décisions concernant l'avenir de notre ville sont décidées par un seul, le Maire, sans être soumises à discussion préalable avec la population. Un Maire qui affirme par ailleurs ne pas avoir de projet d'ensemble pour la ville, ce qui laisse finalement toute latitude aux appétits des promoteurs, tandis que des opérations importantes sont conduites dans la plus grande discrétion (projet d'un centre commercial surdimensionné en centre ville, abandonné depuis ; rénovation de l'ex-Centre administratif annoncée pour un coût de 20 M € ; intentions sur le site ex-Schlumberger)

Cette problématique est apparue également autour de la question du **PLU** (Plan local d'urbanisme). »

Parmi les nombreuses propositions de Particip'actif :

« Dans le domaine de la **mixité sociale** :

- Un PADD qui fixe un taux de 40% de **logement social** dans les nouveaux programmes de plus de 20 logements, en visant un 30% de logements sociaux sur la commune (norme prévue par le nouveau Schéma directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF) en cours d'élaboration).
- Une réserve foncière significative pour la construction d'une nouvelle école.
- Une autre réserve foncière pour la transformation d'une friche industrielle en espace pour activités culturelles et artistiques (malgré de nombreuses destructions, plusieurs sites restent envisageables).

Dans le domaine des **énergies renouvelables** :

- Une réglementation qui définisse des gabarits, des hauteurs et des implantations permettant l'ensoleillement des bâtiments et l'installation d'énergies renouvelables.
- La possibilité de construire en fond de parcelle ou sans contiguïté dans des cas à déterminer.
- La clarification de la restriction introduite par les règles U4.5 et U11.1b concernant l'intégration à l'architecture des installations relatives aux énergies renouvelables.
- L'application obligatoire pour les équipements publics des recommandations en faveur des énergies renouvelables
- La même obligation en ce qui concerne la récupération des eaux de pluie (mesure à étendre aux vastes surfaces des terrains de sport)
- Nous réclamons une incitation réelle pour des constructions répondant à **des normes écologiques**, par exemple un gain de constructibilité ou une exonération temporaire de taxe d'habitation en contrepartie d'un effort en termes d'énergie renouvelables et de végétalisation des façades ou des toitures.

Dans le domaine des **déplacements** :

- un véritable plan de déplacement urbain articulé sur les communes voisines et intégrant un maillage de liaisons douces reliant habitations, rues commerçantes et équipements
- une réflexion sur les sens de circulation et sur l'hypothèse d'une zone semi-piétonne en centre-ville.
- une réflexion sur la question du stationnement. »

Pour contacter Particip'actif : 06 17 58 47 02 [Particip'actif@laposte.net](mailto:Particip'actif@laposte.net)

*Montrougiens, n'hésitez pas à faire vos remarques sur le plan local d'urbanisme sur le registre de l'enquête publique.*

Sur le site <http://perso.orange.fr/citoyens-a-montrouge> on peut lire notamment d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ... Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.lalletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.lalletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.